

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Route de la Garenbne - Bernières
27700 LES TROIS LACS

Références : 117
Code AIOT : 0005802206

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Route de la Garenne- Bernières 27700 LES TROIS LACS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Route de la Garenne- Bernières 27700 LES TROIS LACS
- Code AIOT : 0005802206

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAFARGE GRANULATS possède une installation de traitement des granulats qui permet le lavage-criblage de matériaux extraits de plusieurs gisements alluvionnaires de la vallée de la Seine situés dans les environs. Le site possède 2 plateformes : l'une dédiée au débourbage des granulats qui permet une suppression d'environ 95% des argiles et l'autre qui finalise le process de séparation des argiles des autres constituants alluvionnaires, eux-même triés suivant différentes fractions granulaires.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Audit eau	Arrêté Préfectoral du 20/09/2021	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a complété l'audit eau de ses installations selon la demande de compléments sur certains points spécifiques qui lui a été adressée. Suite à la présentation du document proposé en réponse, il s'avère que quelques points nécessitaient d'être davantage approfondis. Le mémoire en réponse transmis le 29 mars 2024 a pris en compte les remarques évoquées en séance du 15 mars 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Audit eau
Prescription contrôlée : Arrêté n° UBDEO/ERC/21/77 imposant à la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS un audit pour une gestion optimisée des flux d'eau sur son site situé sur la commune de Les Trois Lacs
Constats : Par arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2021, la DREAL a demandé à la société LAFARGE GRANULATS de réaliser un audit eau de ses installations en vue d'optimiser l'utilisation de l'eau sur son site de traitement des granulats alluvionnaires de Bernières sur Seine. L'inspection des installations classées s'est rendue le 20 mars 2024 sur le site de traitement de granulats alluvionnaires de Bernières sur Seine appartenant à la société LAFARGE GRANULATS afin de recueillir des informations sur les éléments apportés par l'exploitant en réponse à la demande de compléments du 28 novembre 2023 faisant suite à l'instruction de l'audit eau remis par l'exploitant à l'échéance du 31 mars 2023. Cette visite a également permis de constater les éléments déjà mis en place sur les installations pour réduire les prélèvements en eau du site. La réunion en salle a donné l'occasion à l'exploitant de présenter tout d'abord, les solutions étudiées sur l'aspect "ressources" en vue de trouver une alternative à l'utilisation d'eau dans son process, mais celles-ci se sont révélées irréalisables, compte-tenu de la nature du matériau traité (les techniques investiguées pourraient être utilisées sur des roches calcaires). L'exploitant a également présenté sa stratégie pour évaluer sa part dans les volumes totaux prélevés au regard des autres préleveurs présents sur le secteur (utilisation des données issues du schéma

départemental des carrières en cours de révision).

Concernant l'aspect "comptage de l'eau", l'exploitant a indiqué que les compteurs en place (2 en entrée et 1 en sortie) étaient suffisants pour évaluer les prélèvements et consommation en eau du site. La proposition du bureau d'étude rapportée dans l'audit eau de disposer des compteurs intermédiaires au niveau des entrées de chacune des unités de traitement, ne lui paraissait pas opportune car celles-ci fonctionnent à plein régime et que les fuites éventuelles étaient récupérées pour traitement dans le clarificateur prévu à cet effet. L'exploitant privilégie plutôt la piste de l'optimisation de la siccité des boues qui constitue la principale source de réduction des prélèvements d'eau dans le milieu naturel. Le taux de siccité affiché par les boues actuellement rejetées s'établit aux environs de 180 g/l. L'exploitant pense pouvoir améliorer ce taux, avec cependant une contrainte, qui consiste à respecter impérativement le fait de ne pas boucher la canalisation de transfert de ces boues vers leur exutoire (ancien site d'extraction de granulats). Une expérimentation, menée récemment par l'exploitant en vue d'augmenter la siccité des boues, a conduit à l'obstruction de la canalisation de transfert des boues, qui a nécessité 3 semaines de travaux de décolmatage pour retrouver l'usage de cette canalisation. L'exploitant a reconnu que cette augmentation du taux de siccité des boues nécessiterait des investissements complémentaires (changements des pompes d'évacuation, par exemple), mais aussi une évolution des pratiques et habitudes des personnels qui interviennent dans ces process. A noter que l'exploitant possède sur son site un clarificateur qui permet de recycler à plus de 80% les eaux de lavage des granulats chargées en argile. Un dispositif installé récemment a permis d'optimiser l'action du coagulant en le préparant en amont du clarificateur plutôt que de l'injecter directement dans celui-ci, avec pour effet d'améliorer la décantation des boues dans le clarificateur. Cet investissement a d'ailleurs permis d'éviter une augmentation des prélèvements d'eau lié à l'augmentation de la teneur en argile des nouveaux gisements traités sur le site (teneur 2 fois plus élevée que les gisements en vallée).

Enfin sur l'aspect «adaptation en cas de sécheresse», l'exploitant a précisé qu'une réduction des prélèvements en eau aurait une conséquence directe sur sa capacité de production. En outre la période estivale coïncide avec la période à laquelle le site est le plus sollicité en raison des travaux de construction et de mise en œuvre des bétons plus favorables qu'en hiver. L'exploitant a rappelé sa forte implication dans la fourniture de matériaux à la Région île de France, dont il est le principal fournisseur en matériaux alluvionnaires. La DREAL a rappelé à l'exploitant qu'il fallait qu'il réfléchisse à la façon dont il pourrait organiser ses activités pour les maintenir en fonctionnement, pour tout ou partie, en vue de pouvoir répondre à une injonction préfectorale de réduction de ses prélèvements, en cas de crise sécheresse majeure. L'inspection a également demandé à l'exploitant d'évaluer quelle serait la réduction maximale à partir de laquelle l'arrêt du site serait inévitable. Pour tous ces scénarii, il a été demandé à l'exploitant d'évaluer les coûts en perte d'exploitation ainsi que les impacts sur le personnel travaillant sur ces installations, en incluant ceux relatifs aux autres sociétés présentes sur le site, dont les activités sont interdépendantes.

A noter que, compte tenu des capacités de stockage sur le site, en cas d'arrêt des installations, la capacité de fourniture en granulats traités serait limitée à environ 15 jours.

L'inspection s'est poursuivie par une visite de l'installation de débouillage dans laquelle sont extraits 95 % des argiles des granulats alluvionnaires à traiter. Les 5 derniers pourcents sont retirés sur les installations de la criblerie qui fonctionne avec un circuit d'eau en boucle fermée.

Cette visite terrain a permis d'inspecter:

- la salle de supervision depuis laquelle sont gérées toutes les installations depuis le gisement jusqu'aux pompes d'évacuation des boues (tous les convoyeurs des matériaux, toutes les

machines de nettoyage/séparation des granulats, le clarificateur, ...).

- la présence de la dalle béton sous les installations de nettoyage/tri des granulats permettant de récupérer toutes les eaux fuyardes via un caniveau à grille et renvoyées vers le clarificateur.
- le procédé d'analyse de la qualité des boues du clarificateur et de préparation du floculant en conséquence, pour optimiser la décantation des boues.
- les 2 réseaux de pompes d'évacuation des boues et les compteurs associés.

L'exploitant a remis le 29 mars 2024 un mémoire en réponse au courrier de la DREAL du 28 novembre 2023, prenant en compte les remarques faites en séance le 15 mars 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite